

Participation de la population et gestion de l'environnement

1998-12-23

Lois Sweet

Mexico - la plus grande ville au monde et la plus ancienne ville d'Amérique du Nord - est une des grandes capitales culturelles de l'hémisphère occidental. Les problèmes environnementaux intimidants auxquels font face ses 20 millions d'habitants - pollution atmosphérique grave, nappe phréatique qui s'enfonce et pénuries d'eau chroniques - posent un défi énorme à l'administration du maire Cuauhtémoc Cardenas Solorzano.

Depuis son arrivée au pouvoir en décembre 1997, la première administration municipale élue démocratiquement à Mexico essaie d'établir une mégalopole durable où la population participera de façon significative.

Reconnaissant que Mexico n'est pas la seule ville qui doive relever ce défi, le Secrétariat à l'environnement de l'administration Cardenas, dirigé par Alejandro Encinas, a conjugué ses efforts à ceux du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) afin de comparer des expériences diverses et d'établir des contacts avec d'autres villes.

Pendant trois jours en novembre, l'administration de Mexico a organisé une conférence coparrainée par le CRDI sur la participation citoyenne à la gestion de l'environnement urbain. Des représentants de dix pays d'Amérique latine - Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Cuba, Guatemala, Mexico, El Salvador, Peru et Uruguay - se sont réunis à l'historique musée municipal de Mexico pour discuter de façons possibles d'améliorer la gestion de l'environnement par la participation de la population.

Au cours des trois prochaines décennies, la croissance démographique du monde sera concentrée à 90 % environ dans des régions urbaines, ce qui a conféré une certaine urgence à la conférence. Tous les participants savaient très bien que cette crise démographique imposera des stress sans précédent aux ressources institutionnelles, infrastructurelles et naturelles des villes.

Or, les villes - qui fourmillent de ressources humaines - détiennent aussi la clé de la solution d'un grand nombre de problèmes sociaux et environnementaux. En fait, sans la participation active de la population, les efforts déployés par les gouvernements pour préserver l'intégrité des écosystèmes risquent fort d'être voués à l'échec.

Comme le signalait Carlos Seré, directeur régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du CRDI : «Le développement n'est pas seulement une question technique : c'est une question sociale. La durabilité passe obligatoirement par la participation de tous.»

Ces propos ont touché une corde sensible et on les a repris jusqu'à ce qu'ils deviennent un thème de toute la conférence. Des fonctionnaires fédéraux et locaux, des représentants d'ONG et des universitaires les ont repris régulièrement en racontant leurs tentatives de faire participer la population aux questions environnementales. Claudio Langone, directeur des Initiatives environnementales de Porto Alegre, a décrit comment cette ville du Brésil s'y est prise pour sauver son approvisionnement en eau.

En 1989, la pollution de l'eau avait atteint un point critique. En fait, la situation était tellement grave que les dirigeants municipaux ont reconnu qu'ils n'avaient pas le choix : ils devaient faire participer la population à la remise en état de la rivière Guaíba. Le programme reposait sur quatre principes, a affirmé M. Langone:

- Une orientation globale : On a reconnu que la remise en état de la rivière jouait un rôle essentiel dans le progrès économique et social de la ville;
- Réflexion globale et intervention locale : On a utilisé des techniques qui respectaient les particularités régionales;
- Participation communautaire : Il fallait définir le problème et chercher les solutions ensemble;
- Gestion intégrée : On a créé quatre programmes environnementaux capables d'établir un modèle abordable sur les plans écologique et social.

Ces programmes portaient sur l'assainissement de l'environnement, l'urbanisme et le paysagisme, le développement durable et l'éducation à l'environnement.

M. Encinas, de Mexico, a soutenu que pour être durables, les villes doivent évoluer de façon inclusive. «L'équité sociale et la solidarité, l'identité culturelle, l'éducation, la création de capacités institutionnelles et la participation de la population sont des facteurs déterminants clés dans l'établissement d'une gestion durable et équitable de l'environnement urbain.»

Au cours de ses 24 ans en politique, Michael Harcourt du Canada a beaucoup appris sur la participation de la population. Ancien maire de Vancouver (Colombie-Britannique) et président du Comité des affaires étrangères de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie du Canada, il a résumé le dilemme en quelques mots : «Il y a trois façons pour les dirigeants élus de faire participer la population locale, a-t-il dit, dont deux mauvaises. La troisième peut réussir, mais elle est risquée si l'on ne satisfait pas à toutes les conditions.»

La première démarche est une stratégie descendante dictée par des experts et dans le cadre de laquelle on demande habituellement à la population de commenter des plans déjà coulés dans le béton. La démarche dite de la «page vierge» est celle qui décrit le mieux la deuxième façon. Les dirigeants renoncent à leur rôle et ne présentent aucun plan ni aucun contexte à la population. Ils comptent plutôt sur la sagesse spontanée de la masse qui s'exprimera.

La troisième démarche, a déclaré M. Harcourt, est celle du partenariat entre les politiciens et les experts, d'une part, et la population locale, de l'autre. Sa réussite dépend toutefois de la valeur de l'information, de la solidité du contexte, des budgets clairs et d'options et de propositions toutes aussi claires.

Il est certain que la participation de la population n'est pas simple. Les problèmes des villes ne le sont pas non plus. Les participants ont répété qu'il fallait que les politiciens expriment leur volonté non seulement de s'attaquer à des problèmes fondamentaux comme la pollution et la durabilité de l'environnement, mais aussi de faciliter la participation citoyenne.

La population ne peut participer dans le vide. Une éducation importante s'impose.

Diana Ponce Nava, directrice générale des projets environnementaux de l'administration municipale de Mexico, a signalé qu'il se fait de l'éducation en environnement, mais s'est plainte ensuite qu'elle «est très générale. On apprend des choses sur l'écosystème, la biosphère et les couches d'ozone. Ces connaissances sont importantes, mais elles sont générales et isolées. Voilà pourquoi nous créons un Centre d'information sur l'environnement où l'on offrira de l'information précise qui permettra à la population de prendre des décisions éclairées».

Depuis juin 1998, par exemple, Mexico a mis en place une ligne d'information accessible 24 heures sur 24, sept jours sur sept. La population peut composer ce numéro et obtenir de l'information à jour sur la qualité de l'air.

Même s'il s'agit d'un commencement, la gestion efficiente de l'environnement met en cause beaucoup d'autres aspects. Comme le disait un des principaux experts-conseils en environnement de Mexico, M. Alberto Szekely : «La participation de la population renforcera les institutions. Nous pourrions ensuite imaginer ce que pourrait être le monde. Nous pouvons toutefois prévoir aussi un ressac si nous privons la population de ces possibilités et continuons d'endommager l'environnement».

- [Déclaration de Mexico](#)
- [Recommandation de la conférence de Mexico](#)

Encadrés:

- [Autre coup d'œil sur la crise environnementale de Mexico](#)
- [Stratégie de lutte contre la pollution atmosphérique à Mexico fondée sur la santé de l'écosystème](#)
- [Établir des liens](#)

D'autres liens:

- [Discours de Maureen O'Neil, Présidente de CRDI à la Conférence de Mexico](#)
- [Secrétariat de l'Environnement, Gouvernement de la ville de Mexico \(Texte en Espagnol seulement\)](#)
- [Centre for Human Settlements](#)
- [Clean Air Initiative in Latin American Cities](#)
- [L'agriculture urbaine \(CRDI\)](#)
- [Agropolis \(CRDI\)](#)